



APPT asbl  
6, rue Charles VI  
L-1327 Luxembourg

[www.stopcorrupt.lu](http://www.stopcorrupt.lu)  
[info@stopcorrupt.lu](mailto:info@stopcorrupt.lu)

## **REVUE DE PRESSE**

**#1**  
**(au 31 janvier 2019)**

**Préparée par StopCorrupt**

### **Disclaimer**

Cette revue de presse est compilée par StopCorrupt. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de StopCorrupt, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par StopCorrupt. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau par e-mail [info@stopcorrupt.lu](mailto:info@stopcorrupt.lu).

## Le Registre des Bénéficiaires Effectifs



Isabelle Charlier - Partner - Avocat à la Cour

**Le projet de loi 7217 sur le registre des bénéficiaires effectifs a fait l'objet d'un vote positif le 18 décembre dernier par la Chambre des Députés. Une demande de dispense de second vote a été introduite. La loi sur le registre des bénéficiaires effectifs devrait être publiée très prochainement.**

Le Luxembourg s'engage de plus en plus sur la voie de la transparence initiée par l'UE en transposant en droit national les dispositions de l'article 30 de la directive (UE) 2015/849 qui traitent des informations sur les bénéficiaires effectifs tel qu'il a été modifié par la directive (UE) 2018/843.

Le registre des bénéficiaires effectifs, désigné « RBE », aura pour finalité de centraliser et de conserver les données concernant les bénéficiaires effectifs de toutes les entités immatriculées au Registre de Commerce et des Sociétés, à l'exception des commerçants personnes physiques. La notion de « bénéficiaire effectif » sera définie par référence à la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Le RBE sera géré par le groupement d'intérêt économique *Luxembourg Business Registers* (anciennement GIE RCSL), qui assure également la gestion du Registre de Commerce et des Sociétés, et comprendra les données suivantes sur les bénéficiaires effectifs: nom, prénom, nationalité, date et lieu de naissance, pays de résidence, adresse privée précise ou adresse professionnelle, numéro d'identification au registre national ou étranger, nature des intérêts effectifs détenus et étendue des intérêts effectifs détenus. Les sociétés cotées devront uniquement indiquer le nom du marché réglementé sur lequel leurs titres sont admis à la négociation. L'inscription des données et leurs modifications devront être demandées par l'entité immatriculée ou par son mandataire, par voie électronique sur le site internet du gestionnaire, dans un délai d'un mois à compter du moment où l'entité aura pris connaissance ou aurait dû prendre connaissance de l'événement qui rend nécessaire l'inscription ou sa modification. La demande d'inscription devra être accompagnée de pièces justificatives, dont la liste sera détaillée dans un règlement grand-ducal qui est actuellement en projet.

Des amendes pénales allant de 1.250 à 1.250.000 euros pourront sanctionner les entités immatriculées et/ou les bénéficiaires effectifs en cas de défaillance déclarative

Les autorités nationales auront, dans l'exercice de leurs missions, accès à toutes les informations inscrites dans le RBE, sans exception. Toute personne aura accès aux informations, à l'exception de l'adresse privée ou professionnelle et du numéro d'identification luxembourgeois ou étranger. Un extrait en format électronique ou en format papier pourra être demandé.

Toutefois, une entité immatriculée ou un bénéficiaire effectif pourra demander, au cas par cas et dans des circonstances exceptionnelles, de limiter l'accès à certaines informations.

Les entités immatriculées disposeront d'un délai de six mois après l'entrée en vigueur de la loi pour se mettre en conformité avec celle-ci.

Informations sur notre site : <http://www.wildgen.lu/>

## Christophe Brusset : « Les grands industriels fabriquent des produits pollués, nocifs et le cachent »

**Tromperies sur les étiquettes, additifs cachés... Christophe Brusset, ancien industriel de l'agroalimentaire, revient sur les pièges à éviter de la grande distribution.**

**L'assiette en tête.** Ancien industriel de l'agroalimentaire, Christophe Brusset dit avoir fourni pendant plus de vingt ans des grandes surfaces en cèpes pleins d'asticots, en miel composé de sirop de fructose, en piments broyés avec des crottes de rat... Trois ans après avoir écrit *Vous êtes fous d'avalier ça !* (Flammarion), il raconte dans un livre paru en octobre, *Et maintenant, on mange quoi ?*, les coulisses de la fabrication des aliments industriels et analyse pour le consommateur les techniques de marketing, les tromperies d'étiquettes et les additifs cachés.

**Vous avez été industriel de l'agroalimentaire pendant plus de vingt ans. Qu'est-ce qui vous a décidé à quitter ce milieu ?**

**Christophe Brusset :** J'ai commencé comme ingénieur, puis acheteur, négociateur et directeur des achats. Pendant plus de vingt ans, j'ai acheté des produits alimentaires et des emballages pour les usines qui fabriquent des produits industriels transformés. Cela m'a permis de voir beaucoup de produits différents : miel, épices, surgelés, légumes secs, coulis, produits de pâtisserie, sauces... J'ai essayé de changer plusieurs fois d'entreprise pour voir si l'herbe était plus verte ailleurs, mais malheureusement non. Je n'avais plus envie de continuer dans ce système. Je ne consommait plus du tout les produits que je vendais.

A ce moment-là, il y a eu le scandale des lasagnes, ce qu'on a appelé « l'affaire Findus », où des entreprises ont remplacé du bœuf par du cheval pour baisser les prix. Ce genre de fraude avait déjà été pratiqué plusieurs fois par le passé, notamment en 2001 avec des raviolis Leader Price, mais il n'y avait jamais eu de retentissement, l'affaire avait été étouffée. Cela m'a fait comprendre que les consommateurs n'avaient plus envie de se laisser faire. Les mentalités avaient changé.

Puis j'ai entendu les politiques et industriels dire : « Ça s'est passé à l'étranger, ce n'est pas en France », « Ce n'est pas dangereux »... Il y avait à nouveau une volonté d'étouffer les choses. J'ai eu envie de raconter ce que j'avais vu, ce qu'il se passait, et qu'il y aurait à nouveau des scandales. Effectivement, il y a eu le scandale des œufs contaminés au Fipronil, l'affaire Lactalis maintenant. L'industrie ne se remet pas du tout en cause.

Et si des gens comme moi n'en parlent pas, les consommateurs n'ont pas moyen de comprendre ce qu'il se passe en réalité, comment marche le lobbyisme, comment l'industrie place des scientifiques à sa solde au niveau de l'agence européenne de sécurité sanitaire, comment on fait pour corrompre les gens qui sont dans les comités d'évaluation des pesticides et des additifs... Tout ça, personne ne l'explique.

**Pesticides, additifs, conservateurs... vous expliquez dans votre livre pourquoi les industriels utilisent ces produits. Avez-vous constaté une dégradation de la qualité ?**

Quand j'ai commencé ma carrière il y a une vingtaine d'années, on avait encore des produits relativement simples, traditionnels, avec moins d'additifs. Mais la qualité s'est clairement dégradée. Au début, on faisait du ketchup avec du concentré de tomates français, et puis on est passé à du concentré de tomates chinois, toujours moins cher.

On a eu une grosse pression de la grande distribution sur les prix, puisque depuis vingt ans, elle ne communique que là-dessus. Pour baisser les prix, l'industriel utilise des produits de mauvaise qualité, qu'il rend présentables grâce aux additifs. Mais, en termes nutritifs, ces additifs sont parfaitement inutiles au consommateur : les colorants, par exemple, sont juste là parce que le produit est moche. Les exhausteurs de goût, comme le glutamate, parce que le produit n'est pas bon. Ou lorsque beaucoup d'eau est injectée au produit comme dans le jambon pour qu'il pèse plus lourd, on ajoute des texturants, des émulsifiants, des protéines de soja, afin que l'eau reste à l'intérieur.

**Vous dites que la première cause de mortalité au monde aujourd'hui, c'est la malbouffe...**

Obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, problèmes rénaux, surtension... Les dernières études de l'Inserm assurent que si vous augmentez de 10 % la part de produits « ultratransformés » dans votre

alimentation, vous augmentez de 12 % votre risque de cancer. Donc les grands industriels fabriquent des produits déséquilibrés, pollués, nocifs, et le cachent.

Ensuite, l'industriel ajoute sur ses emballages des mentions marketing qui sont souvent inutiles. « Qualité garantie », « recette originale », « produit élu saveur de l'année », « viande sélectionnée par nos bouchers »... cela ne veut rien dire. La viande n'est pas sélectionnée par un boucher mais par l'industriel, qui va sélectionner la viande la moins chère. Toutes ces allégations sont de fausses promesses. Ces mentions sont trompeuses et ne devraient pas être autorisées. En plus, ça vient en concurrence avec des mentions légales, comme un « produit fermier ».

### **Quelle est la plus grosse arnaque dont vous avez eu connaissance ?**

Le miel. On sait depuis des dizaines d'années qu'un tiers du miel en France est frauduleux, essentiellement du miel chinois. Les fraudeurs que j'ai rencontrés en Chine étaient mieux équipés que les laboratoires en France. Aujourd'hui, les fraudes sont scientifiques et faites intelligemment. Pendant des années, j'ai acheté des centaines de tonnes de faux miel chinois un peu plus d'1 euro le kilo, qui leur coûtait 30 ou 40 centimes à produire.

*Que Choisir* a fait des contrôles en 2014, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en 2015, le parlement européen en 2017. On arrive toujours à la même conclusion : le miel importé de Chine est frauduleux. Mais on ne fait rien. Car, moyennant rétribution, il n'y a rien de plus facile que de changer une origine.

Un de mes fournisseurs allemands par exemple, qui était l'un des plus gros importateurs de miel au monde, avait un bureau aux Etats-Unis, où il faisait venir du miel chinois. Il l'envoyait au Vietnam ou en Amérique du Sud pour faire changer l'origine et le faisait réexpédier aux Etats-Unis. Ça a été un énorme scandale là-bas.

### **Vous faites un portrait assez sombre des politiques. Que pensez-vous de la loi agriculture et alimentation adoptée le 30 octobre 2018 ?**

C'est une loi complètement vide. Les quelques articles un peu sensés, qui déplaisaient à l'industrie, ont été éliminés. Par exemple, l'article 43 disait que, pour le miel, on devait indiquer les origines. Or le Conseil constitutionnel a jugé cet article contraire à la Constitution. C'est un exemple emblématique. On se moque d'informer le consommateur. On préfère permettre à l'industriel de continuer à vendre du miel chinois de mauvaise qualité.

Il y a 211 experts au sein de l'Autorité européenne de sécurité des aliments et, selon un rapport de l'ONG Corporate Europe Observatory, près de la moitié de ces experts seraient payés par l'industrie. Donc l'industrie fait du lobby, paie des experts, et, au final, les lois sont faites sur mesure pour l'industrie.

Un des objectifs de la loi était de mieux rémunérer nos producteurs et de mieux partager la marge... Or, on aboutit à quoi ? Les supermarchés auront une marge minimum de 10 % garantie, par exemple sur des produits comme Nutella et Ferrero. En quoi assurer une marge de 10 % sur ces produits-là va bénéficier aux producteurs français ? On ponctionne les consommateurs de 5 à 7 milliards d'euros de pouvoir d'achat, qu'on va donner aux supermarchés. C'est scandaleux.

Dans le même genre, le projet de loi pour rendre obligatoire l'étiquetage Nutri-Score a été refusé en mai 2018 par les parlementaires français. Cela aurait permis aux consommateurs d'avoir immédiatement une idée de la qualité du produit. Aujourd'hui, les fabricants de produits de mauvaise qualité essayent de noyer le poisson en vous mettant trop d'informations, de manière à ce que vous ne puissiez plus vous y retrouver : les ingrédients, des noms compliqués, le tableau nutritionnel, par 100 g, par portion, par jour... Avec Nutri-Score, on prend tous ces éléments et on les simplifie avec un code couleur : vert, orange, rouge. C'est ce que font Yuka ou Open Food Facts ; ces applis ne font que pallier l'incompétence de nos politiques.

### **Quels sont les conseils que vous donneriez en priorité au consommateur pour éviter les pièges de la grande distribution ?**

Le consommateur doit fuir absolument les aliments « ultratransformés » qui ont des listes d'ingrédients à rallonge. Des ingrédients avec des « E quelque chose » ou des noms qu'on ne comprend pas.

Ensuite, je dirais au consommateur de faire confiance à son bon sens et d'acheter les produits les plus bruts et bio possible. Il peut faire confiance aux mentions : « bio », « label rouge »... qui sont des certifications officielles avec des normes contraignantes. De même pour les AOC, les AOP, les IGP.

Dernier conseil, se remettre un peu à cuisiner et se réappropriier la nourriture. Parce que, quand on fait son plat, on n'ajoute pas d'additifs, on met la dose de sel nécessaire, on peut choisir des ingrédients bio. En faisant sa nourriture, on s'éduque et on a en général des produits plus sains.

*Et maintenant on mange quoi ?*, Christophe Brusset, Editions Flammarion.

<https://www.wort.lu/fr/economie/google-a-transfere-pres-de-20-milliards-d-euros-aux-bermudes-en-2017-5c2f3309182b657ad3b9d2a3>

## Google a transféré près de 20 milliards d'euros aux Bermudes en 2017



**Le géant américain Google a transféré en 2017 19,9 milliards d'euros des Pays-Bas vers une société écran aux Bermudes, évitant à l'entreprise des milliards de dollars d'impôts, selon des documents officiels cités par le quotidien financier néerlandais FD.**

AFP - Google, filiale d'Alphabet Inc., a ainsi transféré vers ce qui est considéré comme un paradis fiscal, 4 milliards de plus par rapport à 2016. Ces chiffres sont issus des comptes annuels de la société basée aux Pays-Bas Google Netherlands Holding, déposés à la Chambre de commerce néerlandaise à la fin de l'année 2018.

La technique d'optimisation fiscale utilisée, composée du « Double Irish » (le « double Irlandais ») et du « Dutch Sandwich » (le « sandwich néerlandais »), consiste à transférer des revenus d'une filiale irlandaise vers une entreprise néerlandaise sans employé, et ensuite vers une boîte aux lettres aux Bermudes possédée par une autre société enregistrée en Irlande.

« Nous payons toutes les taxes que nous devons et nous conformons aux règles fiscales de tous les pays dans lesquels nous opérons à travers le monde », a indiqué Google dans un communiqué. « Google, comme d'autres sociétés multinationales, s'acquitte de l'essentiel de ses impôts sur les bénéfices dans son pays d'origine et nous avons réglé un taux d'impôt effectif mondial de 26% au cours des 10 dernières années », a ajouté le géant américain.

Google, mais aussi Apple, Facebook et Amazon - l'ensemble étant souvent désigné sous l'acronyme GAFAM -, sont régulièrement accusés de pratiquer l'optimisation fiscale grâce à des montages financiers. Ces entreprises transfèrent des bénéfices réalisés dans toute l'UE dans un seul Etat membre, comme l'Irlande ou le Luxembourg, où elles bénéficient d'un taux d'imposition avantageux.

# Le Guatemala ordonne l'expulsion de la commission anticorruption de l'ONU

Les autorités du pays accusent la Cicig d'interférer dans les affaires intérieures, alors que celle-ci soupçonne l'actuel président, Jimmy Morales, de financement illégal.



Le président du Guatemala, Jimmy Morales, à Guatemala City, le 7 janvier. Moises Castillo / AP

Les Nations unies (ONU) et le Guatemala ferraillaient, lundi 7 janvier, après l'annonce par le pays d'Amérique centrale de l'expulsion imminente d'une commission anticorruption s'intéressant de plus en plus au président Jimmy Morales.

La ministre des affaires étrangères guatémaltèque, Sandra Jovel, a fait savoir au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lors d'une réunion au siège de l'organisation à New York, que le mandat de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Cicig) arriverait à échéance dans les vingt-quatre heures.

Dans un communiqué, le chef des Nations unies a rejeté « *avec fermeté* » cette décision, ajoutant que le gouvernement guatémaltèque devait respecter l'accord international entre l'organisme international et le Guatemala.

## Fin de mandat en septembre

La Cicig enquête depuis 2007, mais ses relations avec le gouvernement n'ont fait qu'empirer après qu'elle a commencé à s'intéresser au financement de la campagne électorale de M. Morales en 2015. Le fils et le frère du président ont été accusés de fraude fiscale dans le cadre de ces investigations et sont en attente de leur procès.

« *Le mandat de la Commission est prévu pour se terminer le 3 septembre*, a insisté le porte-parole des Nations unies, Stéphane Dujarric, dans un communiqué. *Jusqu'à cette date, nous attendons du gouvernement du Guatemala qu'il respecte complètement ses obligations légales en vertu de l'accord.* »

Devant la presse à New York, M<sup>me</sup> Jovel a accusé la Cicig d'« *ingérence* » et a affirmé que son pays défendait sa souveraineté en supprimant cet organisme d'enquête.

## Démission d'Otto Perez

M. Morales a accusé l'ancien juge colombien Ivan Velasquez, à la tête de la Cicig, d'avoir outrepassé ses fonctions et a ordonné son expulsion du pays. Une mesure bloquée par la Cour constitutionnelle, l'instance judiciaire suprême du Guatemala.

En octobre 2018, le Guatemala avait refusé des visas à douze enquêteurs onusiens. Il avait ensuite retiré en décembre l'immunité et ordonné l'expulsion de onze fonctionnaires de la même Commission. La Cicig a pris de l'importance en 2015 après avoir révélé une fraude douanière qui a conduit à la démission du président Otto Perez (2012-2015), désigné comme responsable, en plus de mettre en lumière d'autres cas de corruption.

Dimanche, après avoir été bloqué par les autorités guatémaltèques pendant vingt-cinq heures à l'aéroport, un membre de la Cicig, le Colombien Yilen Osorio, a finalement été autorisé à pénétrer sur le territoire grâce à la Cour constitutionnelle. Membre de la Cicig, il est chargé d'enquêter sur M. Morales pour irrégularités pendant la campagne.



## Nouvelle présidente de l'UE: Bruxelles met en garde la Roumanie

Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne et la Première ministre Viorica Dancila, à la présidence roumaine, à Bucarest, le 11 janvier 2019.

**Pas de compromis dans la lutte anticorruption, mise en sourdine des querelles politiques : la Commission européenne, par la voix de son président Jean-Claude Juncker, a lancé une série de mises en garde vendredi à Bucarest pour sa première présidence de l'Union Européenne.**

(AFP) - « On ne peut pas exporter vers l'Europe des conflits internes », a déclaré M. Juncker lors d'une conférence de presse dans la capitale d'un pays profondément divisé entre un président pro-européen de centre droit et un gouvernement de gauche très critique à l'égard de l'UE.

« Il faut mettre en sourdine ces problèmes », a-t-il martelé, appelant Bucarest à trouver un « consensus » sur les questions qui divisent les deux camps.

Parmi les dossiers qui font polémique, une réforme de la justice adoptée par la majorité de gauche et à plusieurs reprises décriée par Bruxelles et le Conseil de l'Europe.

Loin d'en être découragés, les sociaux-démocrates au pouvoir ont récemment réaffirmé leur volonté d'adopter un projet de loi d'amnistie et de grâce. Ce texte, dont une première version --finalement abrogée-- avait suscité en 2017 une vague de contestation sans précédent, devrait permettre à des hommes politiques soupçonnés de corruption d'échapper aux poursuites pénales.

Interrogé à ce sujet, M. Juncker a déclaré : « On ne peut faire de compromis quand il s'agit de l'essentiel ». Si ce projet « voyait le jour, ce serait un recul », a-t-il averti aux côtés du président Klaus Iohannis.

« Je suis confiant que cette amnistie ne sera pas discutée » au parlement ou au gouvernement. « Ce serait un énorme problème. C'est hors de question », a assuré ce dernier.

« L'Etat de droit n'est pas négociable », a ajouté le président roumain qui a jusqu'ici bloqué plusieurs projets controversés de la gauche visant à assouplir le code pénal et à freiner la lutte contre la corruption.

### Brexit et Schengen

Alors que la majorité a multiplié les diatribes contre la Commission, accusée de « comportement discriminatoire », M. Juncker a assuré être habitué aux critiques faisant de la Commission un « bouc émissaire ». Mais il a souhaité que Bucarest et Bruxelles « travaillent ensemble comme un couple idéal » lors de ces six mois de présidence roumaine.

Car les défis sont importants : Brexit fin mars, élections européennes fin mai, adoption du budget multiannuel de l'UE, migration, sécurité...

Le chef de l'exécutif européen a notamment affirmé que la Commission et lui-même étaient en contact « en continu » avec Downing Street, alors que la Première ministre britannique Theresa May tente toujours de trouver de nouveaux arguments pour convaincre son parlement de ratifier l'accord de retrait négocié avec les 27.

« Le +no deal+ serait une catastrophe, et pour nos amis britanniques et pour les Européens continentaux, et donc tous les efforts (...) doivent être déployés d'ici mardi matin ou mardi après-midi pour mener à bon port ce projet d'importance », a-t-il déclaré, alors que, à quelques jours du vote, le rejet du texte semble toujours très probable.

M. Juncker a par ailleurs une nouvelle fois appelé les Etats membres à adopter plusieurs réformes liées à la migration et à l'asile avant la fin juin, estimant que le cas récent des 49 migrants bloqués en Méditerranée pendant deux semaines aurait pu être évité « si les Etats membres avaient adopté en temps voulu toutes les propositions en matière migratoire ».

Pour amadouer ses hôtes roumains, M. Juncker a rappelé son soutien à une admission du pays dans l'espace Schengen de libre circulation d'ici la fin du mandat de la Commission actuelle cette année.

« La place de la Roumanie est à l'intérieur de la zone Schengen », a-t-il assuré, précisant être en contact avec les pays qui s'y opposent « pour montrer que la Roumanie a terminé la préparation technique ».

## Fake news, de la surinformation à la désinformation



La désinformation a toujours existé. Toutefois, l'avènement des réseaux sociaux et de l'hyperconnexion a amplifié le phénomène.

(Illustration: Adobestock)

**Politique, économie, people, les campagnes de désinformation se multiplient sur la toile. Une menace bien réelle pour les démocraties. En première ligne de ce processus de désinformation, les citoyens sont souvent victimes des fake news autant que complices de leur propagation.**

Entendus par une commission d'enquête du Congrès américain à la fin de l'année 2017, les dirigeants de Facebook reconnaissaient que plus de 125 millions d'Américains avaient pu être exposés à des contenus mis en ligne par des intérêts russes dans le but d'influer l'élection présidentielle de 2016 remportée par Donald Trump.

Du côté de Twitter, sur la même période, 36.746 comptes ont généré du contenu automatiquement, toujours en lien avec le scrutin présidentiel. Il apparaît que 2.800 de ces comptes étaient rattachés, plus ou moins directement, à l'agence de recherche sur internet, une organisation soupçonnée d'être soutenue et financée par le Kremlin!

Parallèlement, la campagne présidentielle française subissait à son tour un torrent de fake news, portant notamment sur la prétendue double vie d'Emmanuel Macron, tantôt avec sa belle-fille, tantôt avec le président de Radio France.

### Une prime aux fausses informations

Si les campagnes de désinformation ont toujours existé, elles ont trouvé avec les réseaux sociaux une formidable caisse de résonance et un vecteur inédit de propagation. Dans une ère d'ultra-information et d'hyperconnexion, les médias sont pris entre deux feux. Il leur faut relayer l'information dans l'instant pour ne pas être pris de court par la concurrence, sans pour autant tourner le dos à l'un des principes fondateurs de la presse: vérifier les faits avant publication.

Les fausses informations censurées par les médias traditionnels trouvent d'autres relais, moins regardants, pour se répandre comme une traînée de poudre. Avec leurs milliards d'abonnés, les réseaux sociaux s'avèrent de redoutables accélérateurs de news. Le MIT (Massachusetts Institute of Technology) a passé en revue près de 126.000 informations, vraies et fausses, diffusées sur Twitter entre 2006 et 2017, twittées plus de 4,5 millions de fois par 3 millions de personnes.

Le constat est sans appel: les fausses nouvelles ont 70% plus de chances d'être relayées que les histoires vraies, lesquelles mettent six fois plus de temps pour toucher 1.500 personnes que les fake news! Pour lutter contre ces fausses nouvelles, les médias ont créé de nouveaux métiers, comme les fact-checkers qui passent leur temps à analyser les informations (textes, photos, vidéos) en circulation sur le web pour en attester ou non la véracité.

### Organiser la riposte

Les réseaux sociaux ont perçu le risque lié à la propagation d'informations infondées. Soucieux de préserver leur intégrité et leur crédibilité, Facebook, Twitter et Instagram incitent leurs utilisateurs à signaler les fake news. De leur côté, les gouvernements nationaux tentent de s'organiser en inventant un arsenal législatif.

Bee Secure<sup>1</sup> est une initiative du gouvernement luxembourgeois, soutenue par la Commission européenne, dont le but est de promouvoir une culture internet plus sûre. Cette organisation se charge notamment de sensibiliser les plus jeunes, mais également de manière plus globale, le grand public, aux dangers d'internet et des fake news, à travers une série de formations, campagnes de communication et conférences.

Pour mener une lutte efficace contre les fake news, il est essentiel de former les citoyens et d'éveiller leur esprit critique. En attendant que cette démarche au long cours porte ses fruits, les rumeurs ont encore de beaux jours devant elles...

<sup>1</sup> <https://www.bee-secure.lu/fr/campagnes/not-funny---bee-fair>

## L'État luxembourgeois touché par le scandale CumEx



En décembre, la police judiciaire a perquisitionné les bureaux de sociétés liées à Sanjay Shah, précise Reporter. Une enquête pour escroquerie fiscale est ouverte.

(Photo: Matic Zorman)

### **Le principal suspect dans l'affaire CumEx aurait aussi sévi au Luxembourg. L'État aurait subi un préjudice de plusieurs millions d'euros.**

Une enquête menée par le journaliste de Reporter révèle comment l'affaire dite « CumEx », qui concerne un processus d'optimisation fiscale pour éviter à des actionnaires de payer des impôts sur leurs dividendes, a aussi touché le Luxembourg.

L'enquête de Laurent Schmit mentionne une escroquerie dépassant les 10 millions d'euros au Luxembourg, avec la mention de l'un des principaux suspects de l'affaire CumEx au niveau européen : le Britannique Sanjay.

Il aurait tenté de soutirer à l'État luxembourgeois plusieurs millions d'euros en transférant des actions de manière fictive en utilisant trois sociétés boîtes aux lettres. Des opérations menées pour réclamer à l'État un remboursement d'impôts qui n'avaient jamais été payés, précisent encore nos confrères.

[Lire l'enquête de Reporter.](#)<sup>2</sup>

L'enquête sur l'affaire CumEx a été révélée par 19 médias européens, en novembre 2018, exposant que les montants détournés ou les impôts évités par cette pratique s'élèveraient à 55 milliards d'euros sur 15 ans.

---

<sup>2</sup> <https://www.reporter.lu/le-scandale-cumex-concerne-aussi-le-luxembourg/>

# EU urges crackdown on 'golden passports' for big investors

**The EU Commission has told EU states to tighten checks on non-EU nationals who acquire citizenship - so-called "golden passports" - through investments.**

The Commission plans closer monitoring of those schemes and of "golden visas" granting residence in exchange for big investments. It says they can be abused for tax evasion and money-laundering.

EU citizenship gives an individual free movement in most of the EU, easy access to the single market and other rights.

Twenty EU countries have such schemes.

Cyprus, Malta and Bulgaria give passports to non-EU nationals who make sufficient investments in their countries. Rich foreigners can buy passports there for between €1m (£870,000; \$1.1m) and €2m.

They and 17 other EU member states, including the UK, also grant residence rights to investors. That right puts an individual on the path to citizenship.

The scale of investment required to obtain residence ranges from about €13,500 in Croatia to more than €5m in Luxembourg and Slovakia.

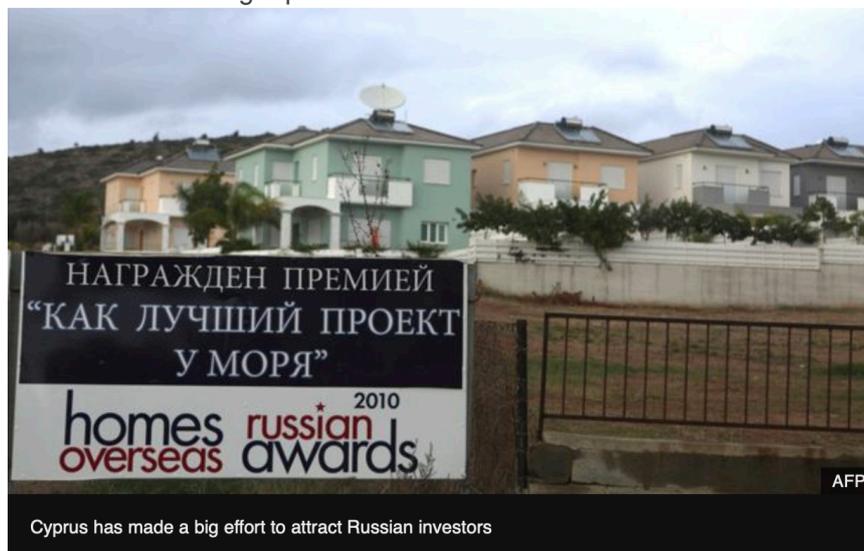
In a new report **the Commission says there is not enough information**<sup>3</sup> about how the schemes work. It is setting up a special team to monitor the schemes and boost information-sharing.

The report says applicants can acquire citizenship of Bulgaria, Cyprus or Malta, and hence EU citizenship, "without ever having resided in practice in the member state".

- **What price would you put on a passport?**<sup>4</sup>
- **Are golden visas losing their sparkle?**<sup>5</sup>
- **Is Malta really Europe's 'pirate base' for tax?**<sup>6</sup>
- **Tax havens and the new politics**<sup>7</sup>

## 'Big business'

The anti-corruption campaign group Global Witness said the EU had raised the alarm but not offered solutions, the BBC's Adam Fleming reports from Brussels.



Cyprus has made a big effort to attract Russian investors

<sup>3</sup> [https://ec.europa.eu/info/files/report-commission-european-parliament-council-european-economic-and-social-committee-and-committee-regions-investor-citizenship-and-residence-schemes-european-union\\_en](https://ec.europa.eu/info/files/report-commission-european-parliament-council-european-economic-and-social-committee-and-committee-regions-investor-citizenship-and-residence-schemes-european-union_en)

<sup>4</sup> <https://www.bbc.com/news/business-41013873>

<sup>5</sup> <https://www.bbc.com/news/business-45330898>

<sup>6</sup> <https://www.bbc.com/news/world-europe-40026826>

<sup>7</sup> <https://www.bbc.com/news/world-europe-35975893>

In a **report last October another anti-corruption group, Transparency International, said**<sup>8</sup> Spain, Hungary, Latvia, Portugal and the UK had granted the most golden visas to investors and their families, ahead of Greece, Cyprus and Malta.

"Such programmes are big business. Around €25bn in foreign direct investment has flowed into the EU through these schemes over the past 10 years," it said.

The Commission says the schemes often advertise the benefits of EU citizenship, such as free movement rights, in order to attract rich investors.

EU Justice Commissioner Vera Jourova argued that people obtaining an EU nationality "must have a genuine connection to the member state concerned".

"We want more transparency on how nationality is granted and more co-operation between member states. There should be no weak link in the EU, where people could shop around for the most lenient scheme."

## List of concerns

The Commission says it has several areas of concern:

- Security: checks run on applicants are not sufficiently robust and the EU's own centralised information systems, such as the Schengen Information System (SIS), are not being used systematically enough
- Money-laundering: extra checks - called "due diligence" - are necessary to ensure that EU rules against money-laundering are not avoided
- Tax evasion: monitoring and reporting is necessary to make sure that individuals do not exploit these schemes in order to gain tax advantages
- Transparency and information: there is a lack of clear information on how the schemes are run, including on the number of applications received, granted or rejected and the origins of the applicants; EU states are failing to inform each other about applicants

"Under none of the three investor citizenship schemes is comprehensive information available about the identity of people who successfully obtain citizenship on the basis of investment, and their countries of origin," the Commission report says.

It also voices concern about similar schemes run by countries with ambitions to join the EU. Moldova, close to EU member Romania, is among them - its citizens enjoy visa-free travel to the EU for short stays.

A non-EU national who acquires Moldovan citizenship can use it to bypass EU visa rules, the report points out.

---

<sup>8</sup> [https://www.transparency.org/news/feature/risky\\_business\\_europes\\_golden\\_visa\\_programmes](https://www.transparency.org/news/feature/risky_business_europes_golden_visa_programmes)